

PRESENCE DE LA SUISSE

Les peuples heureux, dit-on, n'ont pas d'histoire, et surtout pas d'histoires, au pluriel! La Suisse a passé longtemps pour être dans ce cas, surtout vue de l'extérieur. Elle a connu, certes, les répercussions de la crise économique des années 1929 et suivantes. Elle fut, en revanche, préservée des malheurs de la guerre 1939-1945, de ses effets, de ses conséquences. Elle vit depuis plus de quinze ans une période d'exceptionnelle prospérité et son appareil économique travaille à un tel degré qu'on parle maintenant de "surchauffe". Elle semble donc posséder tout pour être heureuse, et pourtant n'est pas tranquille. Cette inquiétude est-elle fondée? La situation mérite examen.

Dans un monde en mouvement

C'est un bonheur inestimable pour notre pays que d'avoir été épargné par la guerre. Il faut en rendre grâce à la Providence, sans dissimuler toutefois que la Suisse n'a pas hésité à payer le prix naturel de sa neutralité en mettant tous ses moyens en oeuvre pour le défendre s'il l'avait fallu. Par ailleurs, la Suisse ne s'est pas comportée en pure égoïste; elle a offert les services qu'elle pouvait rendre aux belligérants, à tous les belligérants, notamment en se chargeant de la défense des "intérêts étrangers" dans les pays en guerre, en fonctionnant comme puissance protectrice des prisonniers de guerre et des internés civils, et en fournissant au Comité international de la Croix-Rouge le personnel et les moyens matériels qui lui ont permis d'accomplir la tâche que l'on sait. C'est de la "neutralité active", complément et corollaire de la neutralité politique et militaire. C'est une forme de présence basée sur la solidarité humaine; elle s'est également manifestée dans l'immédiat après-guerre par des actions de secours de grande envergure.

Cependant, on ne reste pas impunément en dehors des grands bouleversements de l'histoire et des changements qu'ils entraînent. Or, à notre époque, la loi qui régit le monde est celle du mouvement et de la transformation. A l'évolution lente a succédé bien souvent la révolution. Les cartes

de géographie politique sont périmées avant qu'on ait fini de les imprimer. Des pays nouvellement indépendants surgissent d'année en année, voire de mois en mois; d'autres perdent leur indépendance réelle et leur liberté pour se voir intégrer -parfois par la violence et la ruse- dans de grands ensembles qui obéissent aux lois d'airain du totalitarisme. Les "satellites" n'apparaissent pas que dans le ciel...

La mobilité de la politique n'a d'égale que la rapidité du développement des techniques. La fission ou la désintégration de l'atome fournit une nouvelle source d'énergie en même temps qu'un moyen particulièrement horrible de conduire la guerre. Les distances diminuent et l'on ne compte plus guère avec elles, pas plus qu'avec le temps.

Par la force des choses, la Suisse doit accomplir un effort considérable d'adaptation et d'imagination pour se maintenir dans la course. Elle a toujours été géographiquement infime; elle est devenue minuscule. Ses techniques sont en retard dans certains domaines. Elle se suffit moins que jamais à elle-même puisqu'elle doit importer des biens et des travailleurs. Elle achète plus qu'elle ne vend dans des proportions bien plus considérables que dans un passé récent. Elle s'essoufflerait à vouloir comprendre -sinon suivre- le mouvement, tous les mouvements.

Raisons d'être et d'espérer

En réalité, la Suisse n'a aucune raison de désespérer; elle ne doit pas se laisser impressionner par les jérémiades des faux prophètes ni se laisser attirer par les promesses des visionnaires. Elle doit procéder calmement à l'inventaire de ses ressources, s'appêter à les exploiter mieux et rester fidèle à elle-même dans un monde qui paraît confondre trop souvent l'agitation avec l'activité.

Je laisse à des plumes plus autorisées que la mienne le soin d'exposer les transformations qu'exigent notre structure technique et notre appareil de production. On me permettra cependant de dire qu'il ne faut pas se laisser prendre à la magie des chiffres ni croire que tout peut se traduire en termes d'argent. Certes, nous n'avons pas envoyé de projectile helvétique dans la Lune et aucun Bolomey, Leibundgut ou Maspoli n'a navigué dans l'espace. Nous n'en demeurons pas moins un pays surdéveloppé.

Nous avons tiré le profit maximal de nos ressources, et ces ressources sont essentiellement de caractère humain. A part la houille blanche, nous n'avons pas de matières premières. C'est la qualité de notre main-d'oeuvre qui représente notre atout principal dans la lutte pour la vie. Cette qualité est un élément constitutif de notre structure économique, une constante, et c'est à la préserver que nous devons veiller, que nous restions dans la situation économique-politique actuelle ou que nous nous associions à des ensembles plus vastes.

A propos de ces ensembles, il convient de relever que la Suisse, tout bien pesé, ne possède pas un intérêt majeur à s'associer trop étroitement à une combinaison qui reste limitée à l'Europe occidentale. Elle entretient commerce avec le monde entier, et sa neutralité politique lui impose même d'entretenir des échanges économiques avec les pays de l'Est. Pour nous, l'Europe qui se fait sous nos yeux est déjà trop petite. Nous sommes à son égard bien davantage en position d'acheteur que de vendeur. En 1961, nous avons importé des pays qui composent le Marché commun pour 7252,5 millions de francs de marchandises, et nous ne leur avons vendu que pour 3657,6 millions de francs de produits, contribuant ainsi, pour plus de 3,6 milliards de bons francs, à l'équilibre de leur balance des comptes. Nous sommes donc, en face du Marché commun, dans la position d'un bon client qui paie aux échéances en monnaie dure. Ce sont là des éléments qui comptent dans une négociation...

Dissiper les équivoques

Ainsi, l'association au Marché commun, du point de vue économique, n'est pas une question de vie ou de mort pour la Suisse. Elle a connu des situations bien plus tragiques à cet égard, par exemple pendant les années où elle était complètement encerclée par les pays de l'Axe. Je nie pas qu'il y aurait de grands avantages économiques à s'entendre avec les Six, mais je prétends qu'il n'y a pas là un problème vital.

Le problème vital est ailleurs; dans les conséquences d'une association étroite, voire d'une adhésion. Et la conséquence politique majeure pourrait être la perte de notre indépendance.

Si l'indépendance représente pour nous un droit d'aînesse et le Marché commun un plat de lentilles, la question que nous devons nous poser, qui nous est posée, est celle-ci: convient-il de vendre notre droit d'aînesse pour le plat de lentilles? C'est la seule qui soit capitale, fondamentale, et nous ne devons jamais la perdre de vue. C'est le problème que notre génération doit résoudre, et nos fils auront le droit de nous demander justification de la solution que nous aurons choisie.

Le gouvernement fédéral a demandé, le 15 décembre 1961, l'ouverture de négociations avec les Six pour connaître les conditions qui seraient mises à l'association de notre pays au Marché commun. Association, et non pas adhésion sans réserves. Depuis lors, plusieurs de nos conseillers fédéraux ont eu l'occasion d'exprimer leur avis à ce sujet. Ils ont tous été unanimes: la Suisse ne cédera pas sur le chapitre de l'indépendance. Au reste, le peuple ne suivrait pas des chefs qui feraient une proposition en sens contraire.

Dans une conférence récente tenue à Paris, l'ancien président de la Confédération, M. Max Petitpierre (inventeur de la formule "neutralité et solidarité"), a remarquablement exposé la position de la Suisse en cette affaire: "Tout en désirant faire partie d'une Europe unie, a-t-il déclaré, nous souhaitons pouvoir rester ce que nous sommes, prêts à des sacrifices pourvu que ceux-ci ne portent pas atteinte à notre indépendance politique et que nous restions maîtres de notre destin."

Rester ce que nous sommes

Notre attitude n'est pas d'orgueil. Elle ne procède pas non plus de "cette grande folie qui consiste à vouloir être sage tout seul". Il y a actuellement en Europe une mode de l'intégration, un snobisme de technocrates qui veulent tout réglementer par en haut, souverainement conformément à leurs théories, et qui se moquent du génie des peuples. On veut fabriquer artificiellement un "Européen" qui n'a jamais existé, ou qui n'a existé que dans la diversité, comme la Suisse n'existe que dans la diversité des cantons.

Or, la valeur de l'Europe est faite de son libéralisme et du respect des personnalités. La Suisse entend garder la sienne, même si cette volonté lui coûte cher.

Elle doit aussi reconnaître et admettre ses limites. Le petit Etat ne peut tout entreprendre, ni rivaliser avec les grands. En revanche, il a le droit de vouloir demeurer ce qu'il est. Nous prétendons ne recevoir que les leçons qui peuvent s'adapter à notre taille: celle de l'homme.

René Bovey
Segr.gen.degli Svizzeri all'estero

(Rielaborazione dell'intervento al Corso per relatori di C.S.
dei 30 e 31 marzo 1963 a Faido)